



**Société Anonyme
RCS Luxembourg B 81267**

La Société, SES, société anonyme, convoque par le présent avis à son

Assemblée Générale Extraordinaire

qui se tiendra

le jeudi 2 avril 2015 à 11 heures 30

au siège social de SES, société anonyme, (SES) Château de Betzdorf, 6815 Betzdorf, Luxembourg.

ORDRE DU JOUR

1. Liste de présences, quorum et adoption de l'ordre du jour
2. Désignation d'un secrétaire et de deux scrutateurs
3. Modification de l'article 10 des statuts [paragraphe 3 à supprimer] tel que proposé et disponible sur le site internet de SES (www.ses.com)
4. Modification de l'article 11 des statuts [préciser que le Président du Conseil d'Administration ne doit pas avoir une voix prépondérante en cas d'égalité] tel que proposé et disponible sur le site internet de SES (www.ses.com)
5. Modification de l'article 27 des statuts [préciser que le vote annuel sur la décharge ne concerne que les administrateurs] tel que proposé et disponible sur le site internet de SES (www.ses.com)
6. Modification de l'article 28 des statuts [paragraphe 2 et 3 à supprimer] tel que proposé et disponible sur le site internet de SES (www.ses.com)
7. Introduction dans les statuts d'un capital autorisé, acceptation du rapport spécial rédigé par le conseil d'administration, modification de l'article 4 des statuts tel que proposé et disponible sur le site internet de SES (www.ses.com) et octroi d'une autorisation au conseil d'administration d'émettre, dans le futur, jusqu'à 9.300.000 actions (6.200.000 Actions A et 3.100.000 Actions B) sans désignation de valeur nominale, endéans les limites du capital autorisé, par ce fait créant un capital autorisé, le capital social actuel inclus, d'un montant de 644.250.000 EUR en application des dispositions de l'article 32 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Limitation de cette autorisation à une période de cinq (5) ans à partir de la date de la publication de la présente autorisation dans le Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations.

Autorisation au conseil d'administration d'émettre les nouvelles actions A sans devoir tenir compte d'éventuels droits de préemption des actionnaires existants.

8. Divers

Assister à l'assemblée

Les droits d'un actionnaire de participer à l'assemblée générale extraordinaire et d'exercer le vote attaché à ses actions sont déterminés en fonction des actions détenues par cet actionnaire le quatorzième jour qui précède l'assemblée générale ordinaire, à savoir le 19 mars 2015 à minuit (la date d'enregistrement). Si un détenteur de *Fiduciary Depositary Receipts* (FDRs) souhaite assister à l'assemblée en personne, il devra se faire inscrire comme actionnaire dans le registre des actionnaires de la société avant la date d'enregistrement. Une personne qui n'est pas actionnaire à la date d'enregistrement ne peut pas assister à l'assemblée générale extraordinaire.

Conversion en actions de la catégorie A

Le détenteur de FDRs qui souhaite convertir ses FDRs en actions A doit faire cette demande conformément aux clauses 12 et 16 des *Terms and Conditions* du *Amended and Restated Fiduciary*

Deposit Agreement du 26 septembre 2001. Ce document est disponible auprès de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg. Aucune commission de conversion ne sera exigée des personnes physiques qui ne sont pas déjà actionnaires de la catégorie A et qui procèdent à la conversion d'un maximum de 10.000 FDRs en actions A, leur permettant de participer en personne à l'assemblée générale extraordinaire du 2 avril 2015.

Pour assister en personne à l'assemblée, la conversion de FDRs en actions de la catégorie A devra être effectuée le 19 mars 2015 à 16 heures 30 au plus tard. Pour plus d'information à ce sujet, merci de bien vouloir contacter la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à l'adresse suivante : corporateactions.sec@bcee.lu

Instructions de vote

Le détenteur de FDRs (Fiduciary Depositary Receipt) est en droit, sous réserve des dispositions applicables (la loi luxembourgeoise, statuts de la société, seuils de participation et contrat de concession) d'instruire le Fiduciaire en tant que mandataire en vue d'exercer son droit de vote au moyen d'un certificat de vote disponible sur demande à la banque auprès de laquelle les FDRs sont détenus.

Pour que les instructions de vote soient valables, le certificat de vote devra être complété et dûment signé par le détenteur de FDRs ou le cas échéant par le bénéficiaire économique. Pour plus d'information à ce sujet, merci de bien vouloir contacter la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à l'adresse suivante : corporateactions.sec@bcee.lu

A la réception du certificat de vote comportant les déclarations et documents requis par le Fiduciaire ou la société, avant ou à la date déterminée par le Fiduciaire (à savoir le 26 mars 2015 à 17 heures), celui-ci devra transmettre à la société ledit certificat de vote accompagné des déclarations et documents requis pour vérifier si les détenteurs de FDRs ou les bénéficiaires économiques peuvent acquérir la qualité d'actionnaires de la catégorie A de la société si à la place des FDRs ils détenaient un nombre correspondant d'actions A.

Si dans un délai de huit jours ouvrables au Luxembourg à partir de la réception du certificat de vote avec les déclarations et documents requis, la société n'a pas notifié au Fiduciaire son rejet de la demande du détenteur de FDRs, elle est présumée l'avoir acceptée.

Après réception de l'accord écrit de la société quant aux instructions de vote, le Fiduciaire votera ou fera en sorte qu'il soit voté conformément à ces instructions. Le Fiduciaire pourra désigner et nommer des représentants dûment autorisés afin que ceux-ci assistent à l'assemblée et votent au nom et pour compte des détenteurs de FDRs.

Les instructions de vote sont considérées comme étant irrévocables et définitives 48 heures avant l'heure d'ouverture de l'assemblée, à savoir le 31 mars 2015 à 11 heures 30 au plus tard.

Dans le cas où le Fiduciaire n'aurait pas reçu des instructions de vote des détenteurs de FDRs, le Fiduciaire sera supposé avoir été instruit de voter conformément aux propositions de vote du Conseil d'administration définies lors de sa réunion y afférente.

Aucune résolution ne sera soumise au vote sous le point 8. Divers.

Modifications de l'ordre du jour

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble d'au moins 5% du capital social de SES, ont le droit d'inscrire des points à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire et ils ont le droit de déposer des projets de résolution concernant des points inscrit ou à inscrire à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire. Cette demande devra être formulée par écrit et adressée par voie postale (à SES, attn. Mme Naoual Jamou, Château de Betzdorf, L-6815 Betzdorf) ou par voie électronique (shareholders@ses.com) et doit parvenir à SES au plus tard le vingt-deuxième jour qui précède l'assemblée générale extraordinaire (à savoir le 11 mars 2015). Cette demande doit inclure une justification ou un projet de résolution à adopter lors de l'assemblée générale extraordinaire, ainsi qu'une adresse postale ou électronique à laquelle SES peut transmettre l'accusé de réception de cette demande endéans 48 heures.

SES publiera alors un ordre de jour révisé au plus tard le quinzième jour qui précède la date de l'assemblée générale extraordinaire (le 18 mars 2015).

Documents mis à disposition par SES

Les documents mis à disposition par la société pour les besoins de la présente assemblée (y inclus les propositions du Conseil d'administration) peuvent être consultés par les détenteurs de FDRs auprès du Fiduciaire - Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Securities Department, 1, rue Zithe, L - 2954 Luxembourg, BGL BNP Paribas Luxembourg S.A., 50, avenue J. F. Kennedy, L - 2951 Luxembourg et Société Générale, GSSI/GIS/CMO/AGL, 32, rue du Champ de Tir, F - 44312 Nantes Cedex 3, pendant les heures d'ouverture et sont disponibles sur le sites internet suivants www.ses.com et www.bcee.lu

N'hésitez pas à contacter SES pour de plus amples informations à l'adresse suivante : shareholders@ses.com



**Société Anonyme
RCS Luxembourg B 81267**

Notice is hereby given of the

Extraordinary General Meeting

of SES, Société Anonyme, to be held at the company's registered office at Château de Betzdorf, 6815 Betzdorf (the "Company"), Luxembourg, on

Thursday 2 April 2015 at 11:30 a.m.

AGENDA

1. Attendance list, quorum and adoption of the agenda
2. Nomination of a secretary and of two scrutineers
3. Amendment of article 10 of the articles of incorporation [to delete the third paragraph] as proposed and made available on the website of the Company (www.ses.com).
4. Amendment of article 11 of the articles of incorporation [to clarify that the chairperson of the board of directors shall not have a casting vote in case of a tie] as proposed and made available on the website of the Company (www.ses.com).
5. Amendment of article 27 of the articles of incorporation [to clarify that the annual vote on discharge only relates to the directors] as proposed and made available on the website of the Company (www.ses.com).
6. Amendment of article 28 of the articles of incorporation [to delete the second and third paragraph] as proposed and made available on the website of the Company (www.ses.com).
7. Introduction of an authorized share capital into the articles of incorporation acknowledgment of the special report drafted by the board of directors and amendment of article 4 of the articles of incorporation as proposed and made available on the website of the Company (www.ses.com) and granting of an authorization to the board of directors of the Company to issue, from time to time, up to 9,300,000 shares (*i.e.* 6,200,000 A Shares and 3,100,000 B Shares) without indication of a par value, within the limits of the authorised share capital, hence creating an authorised share capital, including the current issued share capital, of an amount of EUR 644,250,000 in accordance with the provisions of article 32 of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.
Limitation of the authorisation to a period expiring right after a term of five (5) years from the date of the publication of the present authorisation in the Luxembourg official gazette (*Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*).
Authorisation to the board of directors to issue the new A shares without reserving to the existing shareholders any preferential subscription rights.
8. Miscellaneous

Attendance

The right of a shareholder to attend the Extraordinary General Meeting (EGM) and to participate in the vote will be determined on the fourteenth day (being 19 March 2015) at midnight, preceding the EGM (the Registration Date). If a Fiduciary Depositary Receipts (FDRs) holder wishes to attend the meeting in person, he has to be recorded as a shareholder in the share register of the Company prior to the Registration Date. Anyone not being a shareholder at the Registration Date may not attend or vote at the EGM.

Withdrawal of FDRs and Conversion into A-shares

A FDR holder who wants to convert FDRs into A-shares has to request this conversion in accordance with conditions 12 and 16 of the Terms and Conditions of the Amended and Restated Fiduciary Deposit

Agreement dated 26 September 2001. This is available at the Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg where the FDRs are held. No charge for conversion will be requested for natural persons who are not yet shareholders of category A and who proceed to a conversion of a maximum of 10,000 FDRs into A-shares, allowing them to participate in the EGM of 2 April 2015.

The latest date for withdrawing FDRs and converting into A-shares for personal attendance at the meeting is 19 March 2015 at 4:30 p.m. Please feel free to contact Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg for further queries in this respect at the following address: corporateactions.sec@bcee.lu

Voting instructions

The FDR holder is entitled, subject to any applicable provisions (e.g. Luxembourg law, Articles of Incorporation, shareholders' thresholds and concession agreement) to instruct the Fiduciary as proxyholder as to the exercise of the voting rights by means of a voting certificate available on request at the bank where the FDRs are held.

In order for the voting instructions to be valid, the voting certificate form must be completed and duly signed by the FDR holder or, as the case may be, the beneficial owner. Please feel free to contact Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg for further queries in this respect at the following address: corporateactions.sec@bcee.lu

Upon receipt of the voting certificate on or before the date determined by the Fiduciary (being 26 March 2015 at 5:00 p.m.) with such certification and evidence as requested by the Fiduciary or by the Company, the Fiduciary shall transmit to the Company the relevant certifications and supporting evidence and the company shall verify whether the relevant holders of FDRs or the beneficial owners thereof would qualify as an A-shareholder of the Company if in lieu of FDRs they would hold the corresponding number of A-shares.

If within eight Luxembourg business days from the receipt of such certification and supporting evidence, the Company has not notified the Fiduciary of its rejection of the request of a holder to exercise its voting rights pertaining to the A-shares underlying its FDRs, the company shall be deemed to have accepted the relevant voting request.

After receipt of the written approval of the voting request by the company, the Fiduciary shall vote or cause to be voted in accordance with the instructions set forth in such requests. The Fiduciary may designate and appoint authorized representatives to attend the meeting and vote on behalf of the FDR holders.

The voting instructions are deemed to be irrevocable and definitive 48 hours prior to the time for which the meeting has been convened, i.e. at the latest on 31 March 2015 at 11:30 a.m.

If the Fiduciary has not received voting instructions from the FDR holder, the Fiduciary shall be deemed to have been instructed to vote in the manner proposed by the Board of Directors in the relevant meeting.

There will be no vote under item 8. Miscellaneous.

Amendments to the Agenda

One or more shareholders owning together at least 5% of the Share capital of SES have the right to add items on the agenda of the EGM and may deposit draft resolutions regarding items listed in the agenda or proposed to be added to the agenda. This request will need to be received at the latest the twenty-second day (i.e 11 March 2015) preceding the EGM and made in writing via mail (to: SES, attn. Mrs Naoual Jamou, Château de Betzdorf, L-6815 Betzdorf) or e-mail (to: shareholders@ses.com) and will need to include a justification or draft resolution to be adopted at the EGM. The written request will need to include a contact address (mail or e-mail) to which the Company can confirm receipt within 48 hours from the receipt of the request.

At the latest fifteen days (i.e 18 March 2015) preceding the EGM, the Company will then publish a revised agenda.

Documents made available by SES

Documents made available by the Company (including the Recommendations of the Board of Directors) for the purpose of this meeting may be inspected during normal working hours by the FDR holders at the offices

of the Fiduciary, Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, Securities Department, 1, rue Zithe, L - 2954 Luxembourg, or alternatively at the offices of the Listing Agents, BGL BNP Paribas S.A., 50, avenue J.F. Kennedy, L - 2951 Luxembourg and Société Générale, GSSI/GIS/CMO/AGL, 32, rue du Champ de Tir, F - 44312 Nantes Cedex 3 and are available on the following websites www.ses.com and www.bcee.lu

Please feel free to contact SES for further queries in this respect at the following address: shareholders@ses.com



Articles of Incorporation of ~~2 April 2015~~ June 4, 2012

In case of divergence between the French and English texts, the French version shall prevail.



Article 1.- Dénomination - Siège social

Il existe une société anonyme sous la dénomination de « SES » (ci-après la « Société »).

Le siège social est à Betzdorf. Il peut être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision du Conseil d'Administration (ci-après le « Conseil »).

La Société peut, par décision du Conseil, établir, soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger, des sièges administratifs, succursales, agences ou filiales.

Au cas où le Conseil estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, militaire ou autre, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales ; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire restera luxembourgeoise.

Article 2.- Objet

La Société a pour objet de s'intéresser de façon générale aux médias électroniques et d'être active en particulier dans le secteur de la communication par satellite.

Dans ce contexte, l'objet comprend la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société pourra en outre faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières, qui peuvent lui apparaître utiles pour l'accomplissement de son objet. Elle pourra aussi s'intéresser de n'importe quelle façon, par voie de participations, de garanties ou autrement, dans toute entreprise, société ou association, luxembourgeoise ou étrangère, susceptible de valoriser son objet social.

Article 3.- Durée

La Société est constituée pour une durée illimitée.



Article 4.- Capital Social

La Société a un capital souscrit de six cent trente-trois millions euros (EUR 633.000.000) représenté par cinq cent six millions quatre cent mille (506.400.000) actions sans désignation de valeur nominale. Le capital est divisé en trois cent trente-sept millions six cent mille (337.600.000) actions de la catégorie A ("Actions A") et cent soixante-huit millions huit cent mille (168.800.000) actions de la catégorie B ("Actions B").

Les actions des catégories A et B constituent des catégories différentes d'actions mais prenant rang pari passu sauf dans les cas spécifiquement indiqués ci-après.

A chaque scission d'actions, distribution d'actions, opération de recapitalisation, subdivision, reclassification, combinaison ou échange d'actions, émission de droits ou de warrants pour l'acquisition d'actions de la Société ou toute autre opération similaire influant sur le nombre d'actions d'une catégorie, la même scission d'actions, distribution d'actions, recapitalisation, subdivision, reclassification, combinaison ou échange d'actions, émission de droits ou de warrants pour l'acquisition d'actions de la Société ou une opération identique devra avoir lieu pour les autres catégories d'actions.

Le capital autorisé de la Société, y compris le capital social émis est fixé à six cent quarante-quatre millions deux cent cinquante mille (EUR 644.250.000) représenté par trois cent quarante-trois millions huit cent mille (343.800.000) Actions A sans désignation de valeur nominale et cent soixante et onze millions neuf cent mille (171.900.000) Actions B sans désignation de valeur nominale.

Pendant une période de cinq (5) ans à partir de la date de publication de la présente modification des statuts introduisant le capital autorisé au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le Conseil est autorisé à émettre des actions dans les limites du capital autorisé, en n'ayant pas besoin de tenir compte d'éventuels droits préférentiels de souscription des actionnaires existants pour ce qui concerne l'émission de nouvelles Actions A.

Article 5.- Forme des Actions - Restrictions à la propriété des Actions - Transfert des Actions

Toutes les Actions, qu'elles soient de la catégorie A ou de la catégorie B (ci-après collectivement les « Actions »), sont exclusivement nominatives.

Aucun actionnaire de la catégorie A ne peut détenir, directement ou indirectement, plus de 20% (vingt pour cent), 33% (trente-trois pour cent) ou 50% (cinquante pour cent) des Actions de la Société sans avoir obtenu l'accord préalable de l'Assemblée Générale suivant la procédure décrite ci-dessous. Cette limite sera calculée en prenant en considération les Actions de toutes les catégories détenues par l'actionnaire de la catégorie A : elle ne s'appliquera pas aux actionnaires émettant des certificats fiduciaires en accord avec la Société.



Un actionnaire ou un actionnaire potentiel qui envisage d'acquérir par n'importe quel moyen, directement ou indirectement, plus de 20%, 33% ou 50% des Actions de la Société (la Partie Demanderesse) doit en informer le Président du Conseil d'Administration de la Société.

Le Président du Conseil d'Administration informe aussitôt le Gouvernement de l'acquisition envisagée à laquelle le Gouvernement peut s'opposer sur base de critères relevant de l'intérêt public endéans les trois mois suivant l'information.

Au cas où le Gouvernement ne s'oppose pas à une telle intention, le Conseil convoquera une Assemblée Générale Extraordinaire qui pourra décider par une majorité prévue à l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915, telle qu'elle a été modifiée, sur les sociétés commerciales, d'autoriser la Partie Demanderesse d'acquérir plus de 20%, 33% ou 50% des Actions. Si la Partie Demanderesse est un actionnaire de la Société, elle peut participer à l'Assemblée et est incluse dans le quorum sans pour autant participer au vote.

Au cas où le seuil ou les restrictions prévus aux alinéas précédents seraient enfreints par une personne ou un groupe de personnes agissant de concert ou sous le contrôle d'une personne, la propriété des Actions au-dessus du seuil ou en violation de la restriction concernée sera inopposable à la Société, et aucun droit, ni même le droit de vote ou le droit aux dividendes et autres distributions, ne sera reconnu à ces Actions. Pour l'application de cette disposition, il n'est pas tenu compte du mode d'acquisition de la propriété.

Toute inscription au registre des actionnaires d'une attribution ou d'un transfert d'Actions contraire aux stipulations du présent article 5 sera refusée par le Conseil.

En cas de constatation d'une violation du seuil ou d'une restriction de propriété et sans préjudice de tout autre droit, la Société en avisera par lettre recommandée l'actionnaire inscrit ou, le cas échéant, la personne ayant sollicité son inscription au registre des actionnaires. La personne concernée bénéficiera d'un délai d'un mois à partir de la date d'envoi de l'avis pour réduire respectivement céder sa propriété. A défaut, la Société peut procéder soit au rachat des Actions concernées soit à leur vente à un ou plusieurs acquéreurs. En cas de cotation des Actions (ou de certificats fiduciaires émis relativement à ces Actions) à une ou plusieurs bourses, la vente sera faite à la bourse choisie par la Société. A défaut de cotation elle se fera de gré à gré. Si les Actions concernées ne sont pas cotées directement en bourse mais indirectement par l'intermédiaire de certificats fiduciaires, la Société pourra aussi transférer les Actions concernées aux fiduciaires contre émission de certificats fiduciaires et procéder au rachat ou à la vente de ces certificats suivant les modalités décrites ci-avant.

Le produit net revenant à la personne dont les actions ont été rachetées, vendues ou mises en fiducie en application du présent article, sera égal à 75% (soixante-quinze pour cent) du cours de bourse moyen le jour du rachat de la bourse ayant le plus grand volume d'échange des Actions ou des certificats fiduciaires à ce jour ou du



prix obtenu en bourse pour la vente des Actions ou des certificats fiduciaires ou, à défaut de cotation des Actions, de la valeur intrinsèque de celles-ci au jour du rachat ou de la vente telle qu'établie par le réviseur d'entreprises de la Société, le tout déduction faite des frais et dépenses encourus par la Société en relation avec la vente, le rachat ou la mise en fiducie effectués. La somme en question sera tenue à la disposition de la personne concernée sans qu'elle ne soit susceptible de porter intérêt. Le solde reste acquis à la Société.

Nonobstant ce qui précède, la propriété des certificats fiduciaires émis avec l'accord de la Société ne sera pas considérée comme une détention directe ou indirecte d'Actions au sens du second paragraphe du présent article à moins que le propriétaire desdits certificats ne demande au fiduciaire de lui transférer les Actions sous-jacentes aux certificats ou ne donne au fiduciaire des instructions concernant l'exercice du droit de vote rattaché aux Actions sous-jacentes ou ne demande au fiduciaire d'émettre en sa faveur une procuration lui permettant de voter pour les actions sous-jacentes.

Article 6.- Rachat des Actions

La Société peut procéder au rachat de ses propres Actions dans les limites et aux conditions fixées par les articles 49-2 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Article 7.- Propriété des Actions - Droits et Obligations des Actionnaires

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Action. Si la propriété de l'Action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'Action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'Action à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation entraînera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés à l'Action.

Les droits et obligations des actionnaires sont régis par les présents statuts et les décisions prises par l'Assemblée Générale des Actionnaires (toute assemblée des actionnaires étant dénommée ci-après l'"Assemblée").

Article 8.- Augmentation et Réduction du Capital – Droit de Souscription Préférentiel

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée prise de la manière prescrite pour la modification des Statuts.

En cas d'augmentation du capital social de la Société par apport soit en nature soit en numéraire, les actionnaires de la catégorie B disposent d'un droit préférentiel de souscription pour des actions supplémentaires de la catégorie B afin que le rapport d'une action de la catégorie B pour deux actions émises de la catégorie A soit maintenu à tout moment.



Au moins 20 jours ouvrables avant l'émission d'actions susmentionnée, la Société doit envoyer une notice écrite aux détenteurs d'Actions B, et aux détenteurs d'Actions A pourvu qu'ils aient des droits préférentiels de souscriptions légaux afférents à cette émission (par télécopie suivie d'une lettre) qui mentionnera, dans la mesure du possible, (i) le nombre d'actions nouvelles qui seront émises, (ii) le prix de souscription proposé et l'offre à ces actionnaires de souscrire des actions nouvelles au prix effectif par action auquel les actions émises ont été placées (le "Prix Effectif") ou en cas de détenteurs d'Actions B 40 % du Prix Effectif, sous réserve cependant que si la Société propose l'émission d'actions pour une contrepartie qui consiste en tout ou partie en une contrepartie autre que numéraire, le Prix Effectif sera égal à la part en numéraire de la contrepartie plus un montant égal à la valeur marchande effective de la contrepartie autre qu'en numéraire à ce moment donné tel que déterminé en vertu de la loi applicable. Les droits de souscription peuvent être exercés par écrit, en tout ou partie, par les actionnaires détenteurs d'Actions B et par les actionnaires détenteurs d'Actions A pour le cas où ils disposeraient de droits préférentiels de souscription légaux afférents à cette émission, par une acceptation écrite endéans la période prévue dans une telle notice et qui ne pourra en aucun cas être inférieure à dix jours ouvrables. La non acceptation de l'offre dans les délais vaut renonciation aux droits de souscription.

Les Actions B sont émises chaque fois à un prix d'émission de 40% (quarante pour cent) du prix d'émission des Actions A.

Article 9.- Conseil d'Administration

A) La Société sera gérée par le Conseil. Le nombre des membres du Conseil, sous réserve des dispositions de l'alinéa B) ci-dessous, la rémunération des administrateurs et la durée de leur mandat (qui ne peut excéder six ans) sont déterminés par l'Assemblée. Les administrateurs doivent être des personnes physiques, mais ne doivent pas nécessairement être actionnaires. Le Conseil est élu par l'Assemblée en conformité avec les dispositions des présents statuts.

B) Le Conseil sera composé d'un nombre d'administrateurs, nommés sur base d'une liste de candidats soumis par le Comité de Nomination et représentant les actionnaires de la catégorie B, égal à un tiers du nombre total des membres du Conseil (toute fraction étant arrondie vers le nombre le plus proche), et d'un nombre d'administrateurs nommés sur la base d'une liste de candidats soumis par le Comité de Nomination et représentant les actionnaires de la catégorie A, égal à la différence entre le nombre total des administrateurs et les administrateurs représentant les actionnaires de la catégorie B.

C) Les actionnaires peuvent proposer au Comité de Nomination un nombre de candidats au moins égal au nombre de postes à pourvoir pour leur catégorie conformément au point B) ci-dessus. Les candidatures doivent être déposées au plus tard dix jours avant l'Assemblée auprès du Président du Comité de Nomination du Conseil. Elles comprennent les nom, prénom, profession et domicile des candidats.



Les administrateurs seront élus parmi les candidats présentés sur la liste du Comité de Nomination et sont nommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motifs, par un vote à la majorité simple des Actions présentes ou représentées à l'Assemblée sans tenir compte des abstentions.

D) En cas de vacance d'un poste d'administrateur nommé par l'Assemblée, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir de façon temporaire à la majorité simple des membres présents ou représentés et participant au vote. Dans ce cas, l'Assemblée, lors de la première réunion, procédera à l'élection définitive du nouveau titulaire qui achèvera le terme du mandat de l'administrateur dont la place était devenue vacante.

E) Le Conseil d'Administration suivra les procédures prévues par le Règlement Interne (le "Règlement") qui engagera tous les organes de la Société.

Article 10.- Gestion Journalière - Mandats spéciaux

Le Conseil peut donner des mandats spéciaux et déléguer la gestion journalière des affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls, conjointement ou en comité.

Le Conseil peut créer un ou plusieurs comités composés de membres du Conseil et/ou de personnes externes auxquels il peut déléguer des pouvoirs et des fonctions selon son appréciation. Les comités respecteront le Règlement tel que défini à l'article 9 des présents statuts. Le Conseil d'Administration instituera d'ores et déjà un Comité de Nomination, un Comité de Rémunération et un Comité d'Audit.

~~Le Conseil est également habilité à attribuer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs mandataires ou représentants de son choix.~~

Article 11.- Présidence du Conseil

Le Conseil élit parmi ses membres un Président. Il désigne ensuite deux Vice-Présidents dont un est choisi parmi les administrateurs proposés par les actionnaires de la catégorie A et un est choisi parmi les administrateurs proposés par les actionnaires de la catégorie B. En cas de partage des voix, le Président n'a pas de voix prépondérante.

Article 12.- Réunions du Conseil - Convocation - Quorum – Procuration

Le Conseil se réunit chaque fois que les affaires de la Société le requièrent, mais en règle générale une fois par trimestre. Le Conseil doit aussi se réunir sur demande écrite de deux administrateurs endéans les quinze jours de la demande.

Les convocations sont faites par le Président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par l'un des Vice-Présidents.



Les convocations sont faites par écrit, contiennent l'ordre du jour et sont adressées au moins dix jours à l'avance par lettre, courrier électronique ou télécopieur. Chaque administrateur peut demander que la convocation lui soit envoyée à une adresse de courrier électronique ou un numéro de télécopieur qu'il indique.

Le Conseil ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint lors d'une première réunion, le Conseil peut délibérer valablement lors d'une seconde réunion convoquée dans les formes ci-dessus prescrites, quel que soit le nombre des administrateurs présents ou représentés.

Tout administrateur peut donner procuration à un autre membre du Conseil pour le représenter et pour voter en son lieu et place. Une telle procuration doit être donnée par lettre, télégramme, télex ou télécopieur et est annexée au procès-verbal de la réunion. Toutefois, aucun administrateur ne peut représenter plus d'un administrateur. La procuration n'est valable que pour une seule réunion du Conseil. Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communications similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. Dans ce cas, la participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Des résolutions prises à l'unanimité de tous les administrateurs par la procédure écrite sont valables au même titre que des résolutions prises en réunion du Conseil.

Article 13.- Délibérations du Conseil

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés et participant au vote, sans tenir compte des abstentions.

Tout contrat important soumis à signature par la Société ou une de ses sociétés opérationnelles entièrement contrôlées avec un actionnaire détenant directement ou indirectement au moins 5% des Actions de la Société doit être soumis pour autorisation préalable au Conseil d'Administration.

Tout administrateur ayant directement ou indirectement un intérêt opposé à celui de la Société dans une affaire soumise à l'approbation du Conseil est tenu d'en informer le Conseil. Est considéré comme ayant indirectement un intérêt opposé l'administrateur qui occupe un poste d'administrateur, de fondé de pouvoir ou de conseiller auprès d'une entité ayant un intérêt opposé. Cette déclaration est consignée dans le procès-verbal de la réunion. Un tel administrateur ne peut prendre part ni aux délibérations ni au vote sur cette affaire.

Le vote au Conseil ne sera pas secret, sauf si le Président ou trois administrateurs le demandent expressément. Cette demande ne devra pas être justifiée et pourra être faite à tout moment avant le vote. Mention devra en être faite au procès-verbal.



Article 14.- Procès-Verbaux des Décisions du Conseil

Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux qui, après approbation par tous les administrateurs, sont signés par le Président ou deux administrateurs.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux doivent être signés par le Président ou deux administrateurs.

Article 15.- Pouvoirs du Conseil

Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour conduire au nom de la Société toutes les affaires dans l'intérêt de celle-ci. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents Statuts à l'Assemblée sont de la compétence du Conseil.

Article 16.- Signature Sociale

Sans préjudice des stipulations prévues à l'article 10 concernant la délégation de pouvoirs et la représentation de la Société à cet effet, la Société est engagée dans tous les cas à l'égard des tiers par les signatures conjointes de deux administrateurs.

Article 17.- Contrôle des comptes annuels

Le contrôle des comptes annuels de la Société est confié à un réviseur d'entreprises. Il est nommé par l'Assemblée qui fixe le terme de son mandat et sa rémunération.

Article 18.- Décisions de l'Assemblée

L'assemblée ordinaire ou extraordinaire, valablement réunie, représente l'universalité des actionnaires.

Les décisions valablement prises par une telle assemblée engagent tous les actionnaires, qu'ils aient été absents, qu'ils se soient abstenus ou qu'ils aient voté contre.

Article 19.- Réunions de l'Assemblée

L'Assemblée Annuelle se réunit le premier jeudi du mois d'avril à 10.30 heures ou, si ce jour est un jour férié, le jour ouvrable précédent.

Une Assemblée peut être convoquée à tout moment par le Conseil. Elle doit l'être par le Président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par l'un des Vice-Présidents dans les trente (30) jours, si des actionnaires réunissant au moins un dixième des Actions le demandent.



Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble d'un vingtième au moins du capital souscrit peuvent demander (i) l'inscription d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute Assemblée générale dans la mesure où une telle demande serait accompagnée d'une justification ou d'un projet de résolution à adopter lors de l'assemblée générale, ou (ii) déposer des projets de résolutions concernant des points inscrits ou à inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée générale et indiquer l'adresse postale ou électronique de l'expéditeur. Cette demande est adressée au siège social par lettre recommandée et doit parvenir à la Société au plus tard le vingt-deuxième jour qui précède l'Assemblée. La Société accuse réception de cette demande dans un délai de quarante-huit heures à compter de cette réception. La Société publie alors un ordre du jour révisé au plus tard le quinzième jour qui précède la date de l'Assemblée.

Article 20.- Convocation de l'Assemblée

Toute Assemblée est convoquée au siège social ou à tout autre lieu dans le Grand-Duché de Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation.

Article 21.- Contenu de la Convocation à l'Assemblée

Les convocations aux Assemblées contiennent l'ordre du jour de l'Assemblée, le lieu, la date et l'heure de l'Assemblée, la description des démarches que les actionnaires doivent entreprendre pour pouvoir participer et exprimer leur vote à l'occasion de l'Assemblée et sont adressées par lettre recommandée au moins trente (30) jours avant la date de l'Assemblée. En cas de seconde convocation de l'assemblée générale pour cause de défaut de quorum suite à la première convocation, dans la mesure où cet article 21 a dûment été respecté lors de la première convocation, et qu'aucun point n'a été ajouté à l'ordre du jour, un délai de préavis de dix-sept (17) jours s'appliquera.

Article 22.- Droit de Vote - Représentation à l'Assemblée

Chaque Action donne droit à une voix.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée par un mandataire qui ne doit pas lui-même être actionnaire.

Afin de pouvoir assister et voter à toute assemblée, les actionnaires devront être inscrits au registre des actionnaires au moment de la date d'inscription (la «Date d'Inscription»), qui se situe quatorze jours à vingt-quatre heures (heure du Luxembourg) avant la date de cette assemblée.

Article 23.- Bureau de l'Assemblée

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par un Vice-Président ou, en leur absence, par toute personne désignée à cet effet par l'Assemblée. Le président de l'Assemblée désigne un secrétaire.



L'Assemblée choisit deux scrutateurs. Le bureau, c'est-à-dire le président de l'Assemblée, le secrétaire et les deux scrutateurs, décide à la majorité simple sur toutes questions relatives au droit d'assister à l'Assemblée et d'y voter.

Article 24.- Délibérations de l'Assemblée Générale

L'Assemblée ne peut délibérer valablement que si la moitié des Actions de la catégorie A et la moitié des Actions de la catégorie B sont représentées. Si le quorum n'est pas atteint, l'Assemblée sera convoquée une nouvelle fois dans les formes prévues par les statuts et pourra délibérer quel que soit le nombre d'Actions représentées.

Les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité simple des voix exprimées, sauf si les présents statuts ou la loi en disposent autrement.

Article 25.- Modifications des Statuts

Les modifications des présents statuts, y compris les changements du capital social, sont décidées en accord avec les dispositions de l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915, telle qu'elle a été modifiée, sur les sociétés commerciales.

Article 26.- Procès-verbaux des Décisions des Assemblées

Les décisions des Assemblées sont consignées dans des procès-verbaux qui sont signés par les membres du bureau tel que défini à l'article 23.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le Président ou deux administrateurs.

Article 27.- Assemblée Annuelle

Lors de l'Assemblée Annuelle, les actionnaires approuvent le bilan et le compte de profits et pertes et déterminent l'affectation du bénéfice. Ils élisent les administrateurs et le réviseur d'entreprises et se prononcent par vote séparé sur la décharge à donner aux administrateurs à eux-ci.

Article 28.- Exercice Social

L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et finit le trente et un décembre.

~~A la fin de chaque exercice, le Conseil dresse l'inventaire des avoirs et des engagements de la Société. Le Conseil arrête les livres et les comptes de la Société et prépare le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements et les provisions nécessaires doivent être faits.~~

~~Au moins un mois avant l'Assemblée annuelle, le Conseil doit remettre ces documents avec un rapport sur les activités de la Société au réviseur d'entreprises~~



~~qui doit remettre, dans les dix jours, un rapport contenant ses conclusions et recommandations.~~

Article 29.- Communications aux Actionnaires

Le bilan, le compte de profits et pertes et le rapport du réviseur d'entreprises sont adressés par courrier recommandé ou par courrier électronique aux actionnaires en même temps que la convocation à l'Assemblée Annuelle. Les documents seront aussi mis en ligne sur le site internet de la Société.

Article 30.- Rapport du Conseil et du Réviseur d'Entreprises

Lors de chaque Assemblée annuelle, le Conseil fait rapport sur les affaires de la Société et les résultats financiers; le réviseur d'entreprises fait rapport sur le bilan et le compte de profits et pertes.

Article 31.- Paiement des dividendes

Au cas où des dividendes sont payés en vertu d'une décision du Conseil ou de l'Assemblée, le Conseil détermine une date de référence à partir de laquelle tous les actionnaires ont droit au paiement des dividendes. Les dividendes sont payés de façon à ce que le paiement des dividendes relatifs à une action de la catégorie B soit égal à 40% (quarante pour cent) du paiement sur une action de la catégorie A.

Des dividendes intérimaires peuvent être décidés et distribués par le Conseil en respectant les dispositions légales et les présents Statuts.

Article 32.- Dissolution

En cas de dissolution de la Société, il est procédé à sa liquidation par le Conseil.

Après paiement et apurement de l'ensemble des engagements, le produit net disponible est distribué aux actions des catégories A et B de telle façon que le paiement sur une action de la catégorie B est égal à 40% (quarante pour cent) du paiement sur une action de la catégorie A.

Article 33.- Election de Domicile

Chaque actionnaire et administrateur est réputé avoir élu domicile au siège de la Société s'il n'a pas indiqué à la Société une adresse à laquelle les communications peuvent lui être faites.

Article 34.- Traductions des Statuts

Les statuts de la Société sont établis en langue française et en langue anglaise. En cas de divergences entre les textes français et anglais, la version française prévaudra.



Article 35.- Loi Applicable

Tout ce qui n'est pas expressément prévu par les présents statuts est régi par la loi du 10 août 1915 concernant les Sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée et par la loi du 24 mai 2011 mettant en place la Directive 2007/36 EC du Parlement Européen et du Conseil du 11 juillet 2007 sur l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées.



Articles of Incorporation of ~~2 April 2015~~ June 4, 2012

In case of divergence between the French and English texts, the French version shall prevail.

Article 1 - Name - Registered Office

There exists a company in the form of a public limited company (*société anonyme*) under the name of “SES” (hereafter the “Company”).

The registered office is established in Betzdorf. It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by resolution of the Board of Directors (hereafter the “Board”).

Administrative offices, subsidiaries, agencies or branches may be established within the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board.

In the event that the Board determines that extraordinary political, military or other events have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding this temporary transfer, will remain a Luxembourg corporation.

Article 2 - Purpose

The purpose of the Company is to take generally any interest whatsoever in electronic media and to be active, more particularly, in the communications area via satellite.

In this context the purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind, and the administration, control and development of its portfolio.

In addition, the Company may conduct all kinds of commercial, industrial and financial business, with movable as well as with immovable assets, which it may deem useful in the accomplishment of its purpose. The Company may also hold any kind of interest, in any form, by way of participations, guarantees or otherwise, in any Luxembourg or foreign enterprise, company or association likely to further the Company's purpose to the best use.



Article 3 - Duration

The Company is established for an unlimited duration.

Article 4 - Corporate Capital

The Company has a subscribed share capital of six hundred and thirty three million euro (EUR 633.000.000) represented by five hundred six million and four hundred thousand (506.400.000) shares without indication of a par value. The share capital is divided in three hundred thirty-seven million six hundred thousand (337.600.000) shares of Class A ("A shares") and one hundred sixty-eight million eight hundred thousand (168.800.000) shares of Class B ("B shares").

The shares of Classes A and B shall constitute separate classes of shares in the Company, but shall rank *pari passu* in all respects save as hereinafter specifically provided.

Each time a stock split, stock dividend, recapitalisation, subdivision, reclassification, combination, exchange of shares, issuance of rights or warrants to acquire shares of the Company or similar transaction occurs with respect to the number of shares of any class of shares of the Company, a corresponding stock split, stock dividend, recapitalisation, subdivision, reclassification, combination, exchange of shares, issuance of rights or warrants to acquire shares of the Company or similar transaction will occur with respect to the number of shares of the other classes of shares of the Company.

The Company's authorized share capital, including the issued share capital, is fixed at six hundred forty-four million two hundred and fifty thousand euros (EUR 644,250,000) consisting of three hundred forty-three million eight hundred thousand (343,800,000) A Shares without indication of a par value and one hundred seventy-one million nine hundred thousand (171,900,000) B Shares without indication of a par value.

During a period of time of five (5) years from the date of publication of the amendment to the articles of incorporation introducing the authorized capital, in the Official Gazette of the Grand Duchy of Luxembourg, *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, the Board be and is hereby authorized to issue shares within the limit of the authorised share capital and specifically to proceed to such issue by suppressing or limiting the existing shareholders' preferential right to subscribe for the new A shares to be issued.

Article 5 - Form of Shares - Restrictions on the Ownership and Transfer of Shares

All shares of Class A and shares of Class B (collectively, the "Shares") are exclusively registered shares.



No shareholder of class A may hold, directly or indirectly, more than 20% (twenty per cent), 33% (thirty-three per cent) or 50% (fifty per cent) of the Company's Shares unless he has obtained prior approval from the Meeting of Shareholders in accordance with the procedure described here below. Such limit shall be calculated by taking into account the Shares of all classes held by a shareholder of Class A; it shall not apply to the shareholders issuing fiduciary certificates in agreement with the Company.

A shareholder or a potential shareholder who envisages to acquire by whatever means, directly or indirectly, more than 20%, 33% or 50% of the Shares of the Company (a "Demanding Party") must inform the Chairperson of the Board of the Company of such intention.

The Chairperson of the Board shall forthwith inform the Government of the envisaged acquisition which may be opposed by the Government within three months from such information should the Government determine that such acquisition would be against the general public interest.

In case of no opposition from the Government, the Board shall convene an Extraordinary Meeting of Shareholders which may decide at a majority provided for in article 67-1 of the law of 10 August 1915, as amended, regarding commercial companies, to authorize the Demanding Party to acquire more than 20%, 33% or 50% of the Shares. If the Demanding Party is a shareholder of the Company, it may attend the general meeting and will be included in the count for the quorum but may not take part in the vote.

In the event of a breach of the ownership threshold or restrictions provided for in the above paragraph by a person or a group of persons acting together or under the control of one person, the ownership of Shares above the threshold or in breach of the relevant restriction may not be enforced vis-à-vis the Company, and no right, including voting rights or entitlements to dividends and other distributions shall be recognized to such Shares. For the purposes of this provision, the method of acquisition of the Shares shall be irrelevant.

The Board must refuse any inscription into the shareholders' register of any allotment or transfer of Shares which would be contrary to the provisions in this Article 5.

In the event of ascertainment of a breach of the ownership threshold or restrictions and notwithstanding any other right, the Company shall notify the shareholder of record by registered mail or, if applicable, the person having requested the registration into the shareholders' register. The relevant person shall benefit from a period of one month from the mailing date of the notification to reduce, by transfer or otherwise, his ownership. Failing that the Company may either proceed to the redemption of the relevant Shares or to their sale to one or several buyers. In the event of a listing of the Shares (or fiduciary certificates issued in respect of the Shares) on one or more stock exchanges, the sale shall be done on a stock exchange chosen by the Company. In the absence of a listing on a stock exchange,



the sale shall be done by mutual agreement. If the relevant Shares are not listed directly but indirectly through fiduciary certificates, the Company may also transfer the relevant Shares to the fiduciary against the issuance of fiduciary certificates and proceed to the redemption or the sale of such certificates in accordance with the terms described above.

The net proceeds attributable to the person whose Shares have been redeemed, sold or put into a fiduciary arrangement in accordance with this Article 5, shall be equal to 75% (seventy five percent) of the stock exchange mid-market price on the date of the redemption on the stock exchange with the greatest volume in trading of Shares or fiduciary certificates on such date or of the stock exchange price obtained for the sale of the Shares or of the fiduciary certificates, or, in the absence of a listing of the Shares, of their book value on the date of the redemption or sale as determined by the auditor of the Company, after deduction of the costs and expenses incurred by the Company in connection with the sale, the redemption or the fiduciary arrangement. The relevant amount shall be made available to the relevant person and shall not bear interest. The balance remains vested to the Company.

Notwithstanding the above, the ownership of fiduciary certificates issued with the agreement of the Company shall not be considered as a direct or indirect holding of Shares for the purposes of the second paragraph of this Article 5 unless the holders of such certificates request the fiduciary to transfer the Shares underlying the certificates or give instructions to the fiduciary in connection with the exercise of the voting rights attached to the underlying Shares or ask the fiduciary to issue in his favour a proxy form allowing him to vote for the underlying Shares.

Article 6 - Repurchase of Shares

The Company may repurchase its own Shares within the limits and in accordance with the conditions set forth in Articles 49-2 and following of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

Article 7 - Ownership of Shares - Rights and Liabilities of Shareholders

The Company will recognise only one shareholder per Share. In case the ownership of a Share is divided or disputed, the persons claiming ownership of the Share will have to name a unique proxy to represent the Share in relation to the Company. The failure to appoint such proxy entails the suspension of the exercise of all rights attached to such Share.

The rights and liabilities of the shareholders are governed by these Articles of Incorporation and the decisions of the General Meeting of Shareholders (any meeting of Shareholders, the "Meeting").



Article 8 - Increase and Reduction of Capital - Preferential Subscription Right

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Meeting in accordance with the procedure set forth for the amendment of the Articles of Incorporation.

In case of an increase of the share capital of the Company by a contribution that is either in kind or in cash, the shareholders of class B have a preferential subscription right for additional shares of Class B in order for the proportion of one issued share of Class B for two issued shares of Class A to be maintained at all times.

At least 20 business days prior to the issue of shares as described above, the Company shall send a written notice to the holders of shares of Class B and, to the extent that they have statutory preferential rights with respect to such issue, the holders of shares of Class A, (by facsimile followed by mail), which shall specify, to the extent practicable, (i) the number of new shares to be issued and (ii) the proposed subscription price, and offer to such holders to subscribe for new shares at the actual per share price at which such issuance of shares were sold (the "Actual Price") or, in the case of the holders of shares of Class B, 40% (forty percent) of the Actual Price; provided, however, that if the Company proposes the issuance of shares for consideration consisting in whole or in part of consideration other than cash, the Actual Price shall be equal to the cash portion of such consideration plus an amount equal to the then fair market value of such non cash consideration as determined in accordance with applicable law. The subscription rights may be exercised, in whole or in part, by the holders of shares of Class B and, to the extent they have statutory preferential rights with respect to such issue, the holders of shares of Class A by their acceptance in writing within the time period set forth in such notice, which in no event shall be less than ten business days. The failure to accept such offer within such period shall be deemed a waiver of the relevant subscription rights.

The shares of Class B are issued each time for an issuing price equal to 40% (forty percent) of the issuing price of a share of Class A.

Article 9 - Board

A) The Company shall be managed by the Board. The Meeting shall determine, subject to the provisions of point B) hereafter, the number of Directors, their remuneration and term of office (which may not exceed six years). The Directors shall be natural persons but need not be shareholders. The Board shall be elected by the Meeting in accordance with the present Articles.

B) The Board shall be composed of a number of Directors, based on a list of candidates submitted by the Nomination Committee and representing the shareholders of class B, that is equal to one third of the total number of members of the Board (rounded to the nearest whole number) and a number of Directors, based on a list of candidates submitted by the Nomination Committee and representing the



shareholders of class A, that is equal to the difference between the total number of Directors and the number of Directors representing the shareholders of Class B.

C) The shareholders may submit to the Nomination Committee a number of candidates at least equal to the number of posts to be filled for their classes in accordance with point B) above. The Chairperson of the Nomination Committee shall receive all nominations at least ten days prior to the Meeting. The nominations shall indicate the name, first name, profession and residence of the candidates.

The Directors shall be elected among the candidates presented on the list by the Nomination Committee shall be appointed and may be removed at any time with or without cause by a simple majority vote of the Shares present or represented at the Meeting, without considering abstentions.

D) In the event of a vacancy in the office of a Director appointed by the Meeting, the remaining Directors may, on a temporary basis, fill such vacancy by a majority vote of the Directors present or represented. In this event, the next Meeting shall elect definitively the new Director who shall complete the term of the Director whose seat had become vacant.

E) The Board will operate in accordance with its internal regulations (the "Regulations") which shall be binding upon all organs of the Company.

Article 10 - Daily Management - Special Powers

The Board may grant special powers and delegate the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation to this management to one or several Directors, managers or other agents, shareholders or not, acting alone, jointly or in a committee.

The Board may create from time to time one or several committees composed of board members and/or external persons and to which it may delegate powers and roles as appropriate. The committees shall operate in accordance with the Regulations as defined in Article 9 of these Articles of Incorporation. In any event, the Board shall create a Nomination Committee, a Remuneration Committee and an Audit Committee.

~~The Board may also confer special powers upon one or more attorneys or agents of its choice.~~

Article 11 - Chairperson of the Board

The Board shall elect from among its members a Chairperson. The Board shall further choose two vice-chairpersons of the Board one of whom shall be chosen from among the Directors nominated by the shareholders of class A and one from among the Directors nominated by the shareholders of class B. In the case of a tie, the Chairperson shall not have a casting vote.



Article 12 - Board Meetings - Notice - Quorum - Proxies

The Board shall meet every time when required by the Company's business, but generally once in a quarter. The Board shall further meet upon the written demand of two Directors within fifteen days following such demand.

The notices shall be given by the Chairperson or, in case of impediment, by one of the vice-chairpersons of the Board.

The notices shall be in writing, contain the agenda and be sent at least ten days in advance by letter, e-mail, or facsimile. Each Director may request that the notice be sent to him to an e-mail address or fax number indicated by him.

The Board may deliberate or act validly only if a majority of the Directors are present or represented. If such quorum is not achieved at a first meeting, the Board may validly deliberate at a second meeting convened in accordance with the above formalities, whatever the number of Directors present or represented.

Any Director may act and vote at any meeting of the Board by appointing another Director. Such proxy shall be given by mail, telegram, telex or facsimile and is attached to the minutes of the meeting. However, one Director may not act as a proxy for more than one Director. The proxy shall only be valid for one meeting of the Board.

Any Director may participate in any meeting of the Board by conference call or other means of communications allowing all the persons taking part in the meeting to hear each other. In such case, the participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Written resolutions passed unanimously by all Directors have the same validity as resolutions adopted in a meeting of the Board.

Article 13 - Resolutions of the Board

The resolutions of the Board are passed by a simple majority of votes of the voting Directors present or represented, without considering abstentions.

Any material contract that is proposed to be signed by the Company or any of its wholly controlled operating subsidiaries with a shareholder owning, directly or indirectly, at least 5% of the Shares of the Company is subject to a prior authorization by the Board.

Each Director, who has a direct or indirect interest contrary to the Company's interest in a matter submitted to the approval of the Board, must inform the Board. For this purpose, an indirect opposed interest exists when a Director is a Director, manager or adviser of an entity which has an opposed interest. This declaration is



registered with the minutes of the meeting. Such Director may not deliberate or vote on this matter.

The vote of the Board shall not be secret, except if the Chairperson or three Directors expressly require so. Such request does not have to be justified and may be made at any moment before the vote. The minutes shall mention such fact.

Article 14 - Minutes of the Meetings of the Board

The resolutions of the Board shall be recorded in the minutes, which shall be signed by the Chairperson or two Directors, after approval by all Directors.

The copies or extracts of such minutes shall be signed by the Chairperson or by two Directors.

Article 15 - Powers of the Board

The Board is vested with the broadest powers to perform all acts in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by the Articles of Incorporation to the Meeting fall within the competence of the Board.

Article 16 - Corporate Signature

Without prejudice to the provisions of Article 10 concerning the delegation of the powers and representation of the Company in this respect, the Company shall be bound as far as third parties are concerned by the joint signature of any two Directors.

Article 17 - Supervision of the Annual Accounts

The annual accounts shall be supervised by an auditor who shall be appointed by the Meeting. The Meeting shall further determine his term of office and his remuneration.

Article 18 - Resolutions of the Meeting

Any regularly constituted ordinary or extraordinary meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Resolutions passed by such meeting, shall be binding upon all the shareholders, whether absent, abstaining from voting or voting against the resolution.

Article 19 - Meetings

The Annual Meeting shall be held on the first Thursday in April at 10.30 a.m., or if such day is a legal holiday, on the preceding business day.



A Meeting may be called by the Board at any time. Upon request of shareholders holding together at least one tenth of all shares, the Meeting shall be called by the Chairperson, or in the case of impediment, by one of the vice-chairpersons of the Board within thirty (30) days of the shareholders' request.

One or more shareholders holding together at least one twentieth of the share capital may (i) request that one or more items are added to the agenda of any meeting of shareholders, provided that such item is accompanied by a justification or a draft resolution to be adopted in the Meeting, or (ii) table draft resolutions for items included or to be included on the agenda of the Meeting and indicate the postal or electronic address of the sender. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail and must be received by the Company at the latest the twenty-second day preceding the Meeting. The Company will confirm the receipt of the request within forty-eight hours of the receipt. The Company will then, at the latest fifteen days preceding the Meeting, publish a revised agenda.

Article 20 - Notice of the Meeting

Each Meeting is called at the registered office or at any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg, as indicated in the notice.

Article 21 - Content of the Notice of the Meeting

The notices of the Meetings shall include the agenda of the Meeting, the place, date and time of the meeting, the description of the procedures that shareholder must comply with in order to be able to participate and cast their votes in the General Meeting and be sent by registered mail at least thirty (30) days prior to the Meeting. A notice period of seventeen (17) days applies, in case of a second or subsequent convocation of a General Meeting convened for lack of quorum required for the meeting convened by the first convocation, provided that this article 21 has been complied with for the first convocation and no new item has been put on the agenda.

Article 22 - Voting Right - Representation at the Meeting

Each Share is entitled to one vote.

A shareholder may act at any Meeting by appointing a proxy who needs not to be a shareholder.

In order to be authorised to attend and to vote at any meeting, shareholders have to be recorded in the shareholders' register at the moment of the record date ("Record Date"), which is fourteen days prior to any such Meeting at 24.00 h (Luxembourg time).

Article 23 - Committee of the Meeting



The Meeting shall be presided by the Chairperson or, in case of Board or, in their absence, by any other person hereto appointed by the Meeting. The Chairperson shall appoint a secretary.

The Meeting shall appoint two scrutineers. The Committee of the Meeting, *i.e.* the chairperson, the secretary and the two scrutineers, shall decide by simple majority on all questions regarding the right to be present at the Meeting and the voting rights.

Article 24 - Deliberations of the Meeting

The Meeting may deliberate validly only if at least half of the shares of Class A and at least half of the shares of Class B are represented. In the event that the requested quorum shall not be reached, the Meeting will be reconvened, in accordance with the forms prescribed by the Articles of Incorporation, and may validly deliberate without consideration of the number of represented shares.

The resolutions of the Meeting are adopted by a simple majority of the votes expressed, except if otherwise provided for by these Articles of Incorporation or by law.

Article 25 - Amendment of the Articles of Incorporation

Without prejudice to the quorum requirements, these Articles of Incorporation, including the share capital, may be amended in accordance with article 67-1 of the law of 10 August 1915, as amended, regarding commercial companies.

Article 26 - Minutes of the Resolutions of the Meetings

The resolutions of the Meetings shall be recorded in the minutes which shall be signed by the members of the Committee as defined in Article 23.

The copies or extracts of such minutes shall be signed by the Chairperson or by two Directors.

Article 27 - Annual Meeting

At the Annual Meeting, the shareholders shall approve the balance sheet as well as the profit and loss account and shall decide on the appropriation of the net profits. The shareholders further elect the Directors and the auditor and decide by separate vote on their discharge of the Directors.

Article 28 - Accounting Year

The accounting year of the Company shall begin on January first of each year and shall terminate on December thirty-first.

~~At the end of each accounting year, the Board shall draw up an inventory of the Company's assets and liabilities. The Board shall close the books and accounts of~~



~~the Company and prepare the balance sheet and the profit and loss account containing the amortisation and the necessary provisions.~~

~~At least one month prior to the Annual Meeting, the Board shall hand over these documents as well as a report of the Company's activities to the auditor who shall deliver a report containing his conclusions and recommendations within ten days.~~

Article 29 - Communications to the Shareholders

The balance sheet, the profit and loss account and the report of the auditor shall be sent either by registered mail or by electronic mail to the shareholders at the same time as the notice of the Annual Meeting. The documents shall also be published on the website of the Company.

Article 30 - Report of the Board and the Auditor

At each Annual Meeting, the Board shall report on the Company's business and its financial results; the auditor shall report on the balance sheet and the profit and loss account.

Article 31 - Payment of Dividends

In case of dividend payments following a resolution of the Board or the Meeting, the Board shall determine a record date as of which all shareholders shall be entitled to such dividend payments. Dividends shall be paid in a manner so that the payment on one share of Class B equals 40% (forty percent) of the payment of one share of Class A.

Interim dividends may be decided and paid out by the Board in accordance with the provisions of the law and these Articles of Incorporation.

Article 32 - Dissolution

In the event of dissolution of the Company, the Board shall proceed to the liquidation of the Company.

After payment or discharge of all liabilities, the net proceeds shall be distributed to the shares of Classes A and B so that the payment on one share of Class B equals 40% (forty percent) of the payment on one share of Class A.

Article 33 - Election of Domicile

Each shareholder and Director who has not provided the Company with an address where communications may be made to him, is considered to have elected domicile at the registered office of the Company.

Article 34 - Translation of the Articles of Incorporation



The Articles of Incorporation are drawn in French and in English. In case of divergence between the French and English texts, the French version shall prevail.

Article 35 – Applicable Law

All questions not specifically covered by the Articles of Incorporation shall be governed by the law of 10 August 1915, as amended, on commercial companies and the law of 24 May 2011 implementing the Directive 2007/36 EC of the European Parliament and of the Council of 11 July 2007 on the exercise of certain rights of shareholders of listed companies.



Société Anonyme
RCS Luxembourg B 81.267

Registered office: Château de Betzdorf, L-6815 Betzdorf

(the „Company“)

Report by the board of directors to the shareholders pursuant to article 32-3 (5) of the Luxembourg law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

Dear Sirs,

1. SES, a *société anonyme*, having its registered office in Château de Betzdorf, L-6815 Betzdorf, is registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 81.267 (the „Company“). The current share capital of the Company is fixed at six hundred and thirty three million euro (EUR 633.000.000) represented by five hundred six million and four hundred thousand (506.400.000) shares without indication of a par value. The share capital is divided into three hundred three hundred thirty-seven million six hundred thousand (337.600.000) shares of Class A and one hundred sixty-eight million eight hundred thousand (168.800.000) shares of Class B.
2. The board of directors of the Company intends to propose to the shareholders to increase the current share capital of the Company and thus to authorize the board of directors of the Company to issue, from time to time, up to nine million three hundred thousand (9,300,000) shares without indication of a par value, hence creating an authorized share capital (including the issued share capital) of six hundred forty-four million two hundred and fifty thousand euros (EUR 644,250,000) in accordance with the provisions of article 32 of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.
3. This authorization shall be limited to a period of five (5) years from the date of the publication of the notarial deed in the Luxembourg official gazette (*Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*), pursuant to which the board of directors will be authorized to issue shares, to grant options to subscribe for shares and to issue any other instruments convertible into shares. The board of directors shall

be in a position to decide such issue without reserving to the holders of existing shares of Class A a preferential right of subscription.

4. At the extraordinary general meeting of shareholders to be held on 2 April 2015 it will be proposed to the shareholders to amend the provisions of the share capital so that the board of directors will be granted the authorization to increase the share capital of the Company within the limits of the authorized capital also without reserving a preferential right to the holders of existing shares of Class A. The board of directors expressly requests that it be granted the authorization to issue shares, to grant options to subscribe for shares and to issue any other instruments convertible into shares within the authorized capital mechanism, with or without reserving to holders of shares of Class A a preferential right to subscribe new shares.
5. Such authorization granted by the shareholders to the board of directors to suppress or limit the preferential subscription rights of holders of shares of Class A requires the submittal of a report by the board of directors, detailing the justifications for such powers, pursuant to article 32-3 (5) of the Luxembourg law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.
6. The board of directors is of the opinion that the existence of a preferential subscription right for the benefit of the holders of shares of Class A will seriously reduce the flexibility of the Company to carry out the above capital increase(s) in the Company in the most efficient and timely manner and, in addition, would risk delaying any increases of share capital and issues of new shares at a moment or during a transaction where timing may be of essence. Thus, it would be beneficial for the Company to be able to issue new shares of Class A shares without reserving a preferential subscription right to the existing holders of shares of Class A.

By SES



Name Romain BAUSCH
Title Chairman of the Board of Directors

Date 26 February 2015



Name Jean-Paul Zens
Title: Vice-Chairman of the Board of Directors

Date 26 February 2015